

# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

ANNÉE 2024

## DÉCISIONS du CONSEIL D'ÉTAT

STATUANT AU CONTENTIEUX,

ET DU

## TRIBUNAL DES CONFLITS,

### Actes législatifs et administratifs

#### § 1. – Différentes catégories d'actes

##### Accords internationaux.

##### Applicabilité.

*Effet direct (1) – Absence – Article 6 de la convention n° 52 de l'OIT.* — Il résulte des termes mêmes de l'article 6 de la convention n° 52 de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui imposent d'accorder une indemnité pour congé non pris aux personnes congédiées pour une cause imputable à l'employeur, qu'elles n'ont pour objet que de régir les relations entre États et que leur mise en œuvre dépend de celle des articles 2 et 3 de la même convention, dont les stipulations laissent une marge d'appréciation aux parties à la convention et requièrent l'intervention d'actes complémentaires pour produire des effets à l'égard des particuliers.

Par suite, l'article 6 de cette convention n'est pas d'effet direct (*M. Fargetton*, 470533, 30 avril 2024).

(1) Cf., sur cette notion, CE, Assemblée, 11 avril 2012, Groupe d'information et de soutien des immigrés et Fédération des associations pour la promotion et l'insertion par le logement, n° 322326, p. 142.

*Effet direct – Absence – Recommandations de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée.* — Il résulte des articles III, IV et V de l'accord du 24 septembre 1949 amendé portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée que cette commission peut adopter des recommandations à l'endroit des parties à l'accord et que leur mise en œuvre, qui peut le cas échéant laisser une marge d'appréciation à ces mêmes parties, requiert l'intervention d'actes complémentaires pour produire des effets à l'égard des particuliers.

Par suite, un requérant ne peut utilement se prévaloir de la méconnaissance de telles recommandations, qui sont dépourvues d'effet direct (*Association française d'étude et de protection des poissons*, 475158, 18 décembre 2024).

## Actes législatifs.

### Lois de programmation.

*Énonciations d'un rapport annexé à une loi de programmation auxquelles le législateur n'a pas entendu conférer de valeur normative – Applicabilité à un litige en QPC – Absence. — Question prioritaire de constitutionnalité (QPC) dirigée contre des dispositions d'un rapport annexé à la loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur, présentée à l'appui d'un recours contre une note du directeur général de la police nationale.*

Il résulte des termes mêmes de cette loi, dont les dispositions qui procèdent à l'approbation du rapport qui lui est annexé sont insérées dans un titre dont le contenu a la nature d'une loi de programme, au sens de l'antépénultième alinéa de l'article 34 de la Constitution, que le législateur n'a pas entendu conférer aux énonciations de ce rapport la valeur normative qui s'attache aux dispositions de la loi.

Par suite, les énonciations contestées ne sauraient être regardées comme applicables au litige, au sens et pour l'application de l'article 23-5 de l'ordonnance n° 58-1067 du 23 novembre 1958. Ainsi, il n'y a pas lieu de renvoyer au Conseil constitutionnel la question prioritaire de constitutionnalité soulevée (*Syndicat Alliance Police nationale et syndicat UNSA Police*, 490347, 19 mars 2024).

## Actes administratifs - notion.

### Actes à caractère administratif.

#### Actes présentant ce caractère.

*Actes unilatéraux de portée générale régissant la situation des agents de la RATP – 1) Cadre général – a) Principe – Statut du personnel, dans son intégralité (1) – Autres actes – b) Exception – Actes unilatéraux complétant des conventions et accords collectifs (2) – 2) Illustration – Note de service sur le temps partiel thérapeutique ayant un objet distinct d'un accord collectif sur le temps partiel – Acte administratif. — 1) a) S'agissant des actes de portée générale régissant la situation des agents de droit privé de la Régie autonome des transports parisiens (RATP), la juridiction administrative est compétente pour apprécier la légalité des règlements émanant du conseil d'administration de cet établissement qui, touchant à l'organisation du service public, présentent un caractère administratif. Il en va en particulier ainsi pour le statut du personnel de cet établissement public, dont celles de ses dispositions qui constituent des éléments de l'organisation du service public ont pour effet de lui conférer, dans son intégralité, le caractère d'un acte administratif. Il en va de même pour les autres actes de portée générale pris unilatéralement par l'établissement public en vue de régir la situation de son personnel, b) sauf à ce qu'ils interviennent afin de compléter des conventions et accords collectifs conclus en application des articles L. 2233-1 et L. 2233-2 du code du travail, c'est-à-dire de préciser leurs conditions d'application.*

2) Note déterminant les modalités d'organisation du temps partiel pour motif thérapeutique pour les agents de la RATP, adoptée unilatéralement par l'établissement public, dont l'objet est distinct d'un accord collectif sur le travail à temps partiel conclu au sein de ce même établissement, et qui n'est pas intervenue pour compléter cet accord collectif en précisant ses conditions d'application. Cette note, qui constitue un acte de portée générale pris unilatéralement par l'établissement public en vue de régir la situation de son personnel, présente le caractère d'un acte administratif (*Régie autonome des transports parisiens (RATP) c/ Syndicat Union nationale des syndicats autonomes de la RATP (UNSA RATP)*, Tribunal des Conflits, 4303, 22 avril 2024).

(1) Cf., en l'étendant à un acte unilatéral autre que le statut du personnel, TC, 15 janvier 1968, *Compagnie Air France c/ époux Barbier*, n° 1908, p. 789.

(2) Cf., en précisant la notion d'acte unilatéral complétant un accord collectif, TC, 11 avril 2022, *Fédération des syndicats des travailleurs du rail - SUD Rail c/ Société nationale SNCF*, n° 4241, p. 469.

### Actes à caractère de décision.

*Inclusion – Mise en demeure par la HATVP de se conformer aux obligations des représentants d'intérêt (art. 18-7 de la loi du 11 octobre 2013) – Exclusion – Notification de manquements préalable à la mise en demeure par la HATVP – Courriers de cette autorité invitant à se conformer à la loi (1). — Si la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) constate l'existence d'un manquement aux obligations qui résultent des articles 18-1 et suivants de la loi n° 2013-90 du 11 octobre 2013 et du décret n° 2017-867 du 9 mai 2017 pris pour leur application, la notification de manquements constitue la première phase d'une procédure qui permet l'ouverture d'un débat contradictoire, au cours duquel la personne concernée est mise à même de présenter ses observations sur le manquement allégué. A l'issue de ce débat contradictoire,*